

Les réseaux, vecteurs de solidarité

Le grand chantier de l'Union de l'énergie, présenté en février par la Commission européenne, entend donner une forte impulsion à la transition vers une économie bas-carbone. Ce défi ne pourra être relevé que si Bruxelles assure une coopération étroite entre gestionnaires de réseaux.

A quelques semaines de la COP21, il est important de rappeler combien l'Union européenne a été prompte à faire de la lutte contre le dérèglement climatique une grande politique structurante de ce demi-siècle. Elle a été en première ligne des engagements de réduction des émissions de CO₂, d'efficacité énergétique et a soutenu le développement des énergies renouvelables. Cet engagement européen se retrouve dans le grand chantier de l'Union de l'énergie présenté le 25 février dernier par la Commission européenne, qui entend plus que jamais donner une impulsion forte pour promouvoir la transition vers une économie sobre en carbone et renforcer la solidarité entre les États membres.

La révolution numérique des compteurs communicants

Pour autant, l'Europe se trouve face à des défis technologiques, sociétaux et économiques pour devenir leader dans ce domaine. La manière de les relever dépendra des choix de chaque État membre, mais la solution passe par la nécessité de s'insérer dans des systèmes énergétiques dont les réseaux fournissent, sur des millions de kilomètres, l'architecture. Ces derniers doivent faire face à des mutations profondes. Ils doivent accueillir des moyens de production renouvelable, beaucoup plus diffus et intermittents. Des nouveaux usages sont amenés à prendre de l'ampleur comme les véhicules électriques ou les motorisations au gaz naturel, qui solliciteront indéniablement les réseaux mais pourront également leur offrir des flexibilités nouvelles. La révolution numérique,

« L'Europe doit simplifier son organisation pour la mettre en phase avec la réalité industrielle »

impulsée par les compteurs communicants, permettra aux usagers de mieux connaître, mieux maîtriser et, à terme, de mieux piloter leur consommation électrique.

Les douze propositions au président de la République

Le défi est de taille car des centaines de milliards d'investissements devront être engagés d'ici à 2030, et, dans le contexte d'une économie européenne convalescente, chaque euro devra être investi avec le plus grand souci d'efficacité pour nos collectivités. Bruxelles doit en être le facilitateur et le coordinateur. C'est le sens des douze propositions du rapport que j'ai présenté au président de la République le 23 février dernier⁽¹⁾, qui visent précisément à faire émerger une approche européenne cohérente et pragmatique dans le domaine des réseaux pour transformer cette « montagne » d'investissements en un projet industriel.

Développer de nouvelles mobilités

L'Europe doit simplifier son organisation et la rendre plus en phase avec la réalité industrielle. Elle doit encourager la coopération entre gestionnaires de réseaux pour garantir la sécurité d'approvisionnement. Et doit s'attacher à privilégier les investissements en faveur de

projets d'intérêt commun sur la base de critères objectifs d'insuffisance des infrastructures, sans omettre d'alléger les coûts pour les gestionnaires de réseaux en aménageant les options de financements auxquels ils sont éligibles. L'Europe peut impulser le développement des nouvelles mobilités en traçant les corridors prioritaires pouvant être équipés en bornes de recharge pour véhicules propres. L'Europe doit aussi favoriser le partage des retours d'expériences et des initiatives locales, par exemple, en instaurant un Forum européen des territoires, qui casserait le risque d'un enfermement national. Elle doit enfin aiguillonner l'effort de recherche académique et industrielle vers un nombre resserré de priorités clés : le courant continu haute tension, les *smart grids* (réseaux de distribution d'électricité « intelligents »), le stockage et la mobilité propre.

Mettre les intelligences en commun

Il faut plus que jamais mettre les intelligences en commun, explorer au plus vite de nouveaux espaces de coopération, d'innovations et d'investissements conjoints pour permettre à l'Europe, sur la base d'une solidarité revivifiée à travers l'énergie, de recueillir les fruits de son engagement pionnier pour le climat et d'en faire bénéficier tous les citoyens. ☞

Michel Derdevet, secrétaire général et membre du directoire d'ERDF



© European Union 2015 - EC; Photo : Guerrero Jorge / AFP-Servicos, EC - Audiovisual Service

L'Europe devrait tracer des corridors prioritaires de véhicules propres.

¹⁾ Énergie, l'Europe en réseaux - douze propositions pour une politique commune en matière d'infrastructures énergétiques, rapport au président de la République, par Michel Derdevet (Édition La Documentation française), février 2015. Rapport disponible en français, en anglais et en allemand : www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/154000135-energie-l-europe-en-reseaux-douze-propositions-pour-une-politique-commune-en-matiere.